

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Le président des négociations sur l'agriculture à l'OMC signale que des progrès ont été réalisés à l'égard des subventions à l'exportation

La concurrence à l'exportation reste le secteur dans lequel les membres ont « une idée très précise de l'éventuel terrain d'atterrissage », a affirmé le président des négociations sur l'agriculture et ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, à l'ensemble des membres qui assistaient à une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC), le 25 juin.

La réunion, présidée par le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, avait été organisée pour examiner l'état d'avancement des négociations au moment où les membres abordent la deuxième phase de leurs pourparlers sur le programme de travail du Programme de Doha pour le développement (PDD) dans la perspective de mettre à l'essai des idées pour amener le Cycle à sa conclusion.

Dans le rapport qu'il a présenté sur les négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur Adank, a déclaré que jusqu'à présent, les consultations qu'il a menées avec les délégués « [traduction] ont au moins contribué à mieux définir quels sont les problèmes que divers membres considèrent comme devant être réglés. Nous en savons plus long sur les prétendus défis qui font obstacle à la conclusion d'un accord global. Mais il nous reste encore une longue route à parcourir pour déterminer d'éventuelles solutions à ces défis », a-t-il conclu.

Contrairement à ce qui est le cas pour les deux autres piliers de l'agriculture (soutien interne et accès aux marchés), dont on prétend qu'ils sont plus coriaces, les membres ont progressé sur la concurrence à l'exportation, et plus particulièrement les subventions à l'exportation. En fait, une étude effectuée par le Groupe de Cairns, dont on a débattu lors de la réunion des 5 et 6 juin du Comité de l'agriculture, indique que l'utilisation des subventions à l'exportation a été considérablement réfrénée depuis le début du Cycle de Doha, il y a 13 ans. Les subventions à l'exportation directes sont tombées à zéro, sauf dans quelques rares pays, fait-on observer dans le document du Groupe de Cairns, et dans ceux où ce n'est pas le cas, on fait état dans certains rapports que l'on prend des mesures pour en réduire l'utilisation, d'affirmer le Groupe de Cairns.

Selon le Groupe, les données indiquent que l'objectif de l'élimination des subventions à l'exportation « est réalisable » dans le cadre du texte sur le projet de modalités actuel (Rev 4). En outre, de nombreux pays ont instauré un certain nombre de réformes du financement des exportations, de l'aide alimentaire et des entreprises commerciales d'État. Le document indique que plus de la moitié des 14 pays qui ont décrit les grandes lignes de leur programme d'aide alimentaire sont en règle avec le texte Rev 4, c.-à-d. que l'aide est non liée et en espèces ou sous toute autre forme qui n'est pas liée aux objectifs en matière d'exportations du pays bailleur.

Les membres sont d'accord pour fournir des renseignements plus complets et à jour sur la concurrence à l'exportation, dans la perspective de faire progresser les travaux dans ce secteur des pourparlers.

Entre-temps, sur le plan du soutien interne, les membres ne s'entendent toujours pas sur ce que l'ambassadeur Adank a décrit comme « [traduction] les tendances mouvantes du soutien interne et des subventions au cours des années qui se sont écoulées depuis la dernière fois où l'on a négocié effectivement, et plus particulièrement le rôle toujours plus important que le soutien interne joue à présent dans quelques économies émergentes ».

Ce phénomène se rattache à la contribution que les pays développés cherchent à obtenir des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, qui ont l'une et l'autre dépensé une somme considérable pour le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges (SEDE) total au cours de la dernière décennie. Une étude réalisée par le Groupe de Cairns montre que le SEDE de l'Inde a augmenté, passant de 8,2 milliards de dollars à 16,4 milliards de dollars de 2001 à 2008, tandis que le soutien estimé de la Chine « a augmenté de façon exponentielle », passant de 320 millions de dollars au montant sidérant de 13,9 milliards de dollars, de 2001 à 2008. La question qui se pose est : « que peuvent et devraient » faire les membres dans ce domaine des négociations pour parvenir un accord qui fonctionnerait pour tous.

Pour ce qui est de l'accès aux marchés, l'ambassadeur Adank a déclaré « [traduction] les points de vue au sujet de la façon dont les problèmes dans ce secteur devraient être abordés, qui ont tous trait aux niveaux d'ambition et aux contributions respectifs que les membres veulent se fixer, foisonnent ». La consultation qu'il a menée a montré que les membres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le fait de savoir si l'approche élaborée dans la Rev 4 pourrait, oui ou non, « créer un terrain d'atterrissage acceptable pour ce qui est de résultats améliorés et prévisibles pour l'accès aux marchés ».

Quelques membres ont proposé de se concentrer sur les « questions en suspens » de la Rev 4, parmi lesquelles figurent les questions des produits sensibles et spéciaux (PSen et PSp), ainsi que le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). Le projet de texte précisait que le Japon et le Canada ont tous deux déclaré ne pas être en mesure d'accepter la limitation à 4 % des lignes tarifaires pour les produits sensibles, car ils sont en quête de flexibilité pour désigner plus de lignes tarifaires. Il reste à voir si les Membres sont prêts à convenir de toute flexibilité supplémentaire et, dans l'affirmative, ce qu'ils exigeraient comme paiement en échange de la flexibilité supplémentaire.

S'agissant des PSp, plusieurs pays en développement membres (en majorité des pays d'Amérique latine exportateurs de produits agricoles) ont formulé des préoccupations à l'égard des chiffres figurant dans la Rev 4 (au total, 12 % de lignes tarifaires qui doivent être considérées comme des PSp, dont 5 % seraient assujetties à une réduction nulle) en prétendant que la disposition, telle qu'elle est rédigée, fera baisser les exportations

Bien que l'on ait tenu diverses consultations au sujet du MSS (saisonnalité, prix et contre-vérification à l'aide du volume et MSS fondé sur le prix), on n'a dégagé aucune solution concrète sur la question qui, pour la coalition du G-33, avec à sa tête l'Inde et l'Indonésie, demeure une pierre d'achoppement qui peut faire avorter l'accord.

M. Adank a dit qu'il y a eu des manifestations d'intérêt à étudier une approche moins complexe dans le domaine de l'accès aux marchés. Celle dont on parle le plus est une idée lancée par l'UE, qui vise à simplifier les négociations en revenant à des formules de réduction tarifaire du type Cycle d'Uruguay, dans le cadre desquelles une réduction moyenne des tarifs peut se faire, en accordant une certaine flexibilité aux pays (p. ex., une réduction minimum). L'idée est actuellement à l'étude, mais plusieurs pays ont déjà fait savoir clairement qu'elle devrait déboucher sur des « améliorations considérables » de l'accès aux marchés pour être acceptable.

« [Traduction] Le plus facile est évidemment de déterminer ou de confirmer ce que vous voulez obtenir des autres. Mais les membres doivent également être prêts à indiquer ce qu'ils contribueront pour rendre les solutions éventuelles politiquement acceptables, a déclaré l'ambassadeur Adank a déclaré. Ce n'est que de cette façon que nous pourrions probablement créer le contexte et l'élan de négociation nécessaires qui nous permettront de cerner des solutions de compromis », a-t-il affirmé en conclusion.

« Nous n'en sommes toujours pas au point où nous sommes activement et résolument en quête de solutions dans nos conversations », a déclaré M. Azevedo au sujet de la négociation du prochain programme de travail du PDD, et il a exhorté les délégués à déposer des propositions qui aboutiraient à d'éventuels compromis.

Le directeur général a assuré qu'il ne déposerait pas de document sur la carte routière du PDD, car elle devra émaner des membres-mêmes.

« [Traduction] Les conversations que vous tenez les uns avec les autres pour éprouver les positions et mettre les idées à l'essai sont critiques, a affirmé M. Azevedo. Nous plantons les semences. Elles ont besoin de temps pour germer », a-t-il ajouté.

Les groupes de négociation poursuivront leurs consultations en juillet afin de débroussailler la voie permettant de faire progresser le PDD.

Prochains événements

- Négociations informelles sur l'agriculture, 3 juillet
- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 3-12 juillet, Ottawa
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Conseil général de l'OMC, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13 novembre
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 10-11 novembre, Beijing
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada